

APRÈS L'ÉVÈNEMENT

L'IMPACT DES ATTENTATS DE JANVIER 2015 SUR L'OPINION

Sylvain Brouard*, Martial Foucault**

*Chercheur, Cevipof,
Sciences Po
** Professeur à
Sciences Po et
directeur du Cevipof

Le 7 janvier 2015, la rédaction de *Charlie Hebdo* est attaquée par deux hommes armés qui assassinent et blessent plusieurs personnes dont des journalistes et des policiers, avec des revendications de nature islamiste. Puis une policière est abattue par un autre terroriste, qui prend ensuite pour cible un supermarché casher, avec plusieurs otages et victimes. Ces événements font la une des journaux, tout comme la traque des différents protagonistes ainsi que les réactions gouvernementales. Ils se produisirent après plusieurs incidents pendant la période de Noël à la nature confuse mais souvent présentée comme liée à l'islamisme.

Le choc généré par ces événements provoqua une mobilisation citoyenne majeure : plusieurs centaines de milliers de citoyens se rassemblèrent et manifestèrent dans toute la France pour dénoncer ces actions terroristes avec les slogans « Je suis Charlie », « Je suis policier », « Je suis juif », « Je suis Ahmed ». L'intrusion brutale de ces actes sanglants et de leurs suites satura l'espace médiatique et suscita de nombreuses prises de position sur leurs significations, l'état de la société française, les défis qu'elle affronte ainsi que les réponses politiques à apporter.

Quelle analyse peut-on en tirer ? Les attentats de janvier 2015 constituent un exemple d'« événement marquant » (ou *focusing event*) au sens sociologique du terme, c'est-à-dire « un événement soudain ; relativement rare ; qui peut être raisonnablement défini comme dangereux ou révélant la possibilité de maux futurs potentiellement plus grands ; qui porte préjudice à des zones géographiques particulières ou à de groupes spécifiques ; qui est connu des décideurs publics et du public de manière simultanée »¹. Cependant, tous les « événements marquants » ne font pas l'objet d'une attention égale. En mai 2002, l'attentat de Karachi, par exemple, dans lequel succombèrent 14 personnes dont 11 Français, a fait l'objet d'une couverture nettement inférieure dans les médias français. La spécificité des attentats de janvier 2015 est qu'ils se sont accompagnés d'un « ouragan médiatique ». Un ouragan médiatique est un phénomène journalistique particulier et bien identifié. Il est défini comme une augmentation subite de la couverture médiatique (au moins 150 %



1. Thomas Birkland, « Focusing Events, Mobilization, and Agenda Setting », *Journal of Public Policy*, 18, 1998, pp. 53-74.

de hausse) d'un enjeu qui constitue une part substantielle (au moins 20 %) du contenu médiatique durant au moins une semaine². Cependant, les effets sur l'opinion publique des ouragans médiatiques sont encore mal connus et méritent d'être étudiés de manière approfondie au point que Boydston *et al.*³ concluent qu'« étudier les conséquences des ouragans médiatiques (...) est la voie la plus pressante pour les recherches futures ».

Les événements marquants suscitant des ouragans médiatiques sont communément associés à trois types d'effet d'information : un effet de mise sur agenda, un effet de cadrage et un effet d'amorçage (« priming »). Jacques Gerstlé explique la logique sous-jacente à ce dernier effet : « Si une actualité tend à concentrer l'attention publique en rendant très saillants certains enjeux, par exemple la politique extérieure, ceci peut inciter les décideurs et/ou le public à changer leurs critères d'évaluation à l'égard d'autres enjeux à portée plus domestique (énergie, décisions économiques, etc.) »⁴. L'effet de cadrage est relatif à la définition de l'enjeu par la sélection des traits qui lui sont associés. L'effet de mise sur agenda consiste quant à lui à modifier l'allocation de l'attention au sein du public. Les attentes sont particulièrement claires : une modification significative, à court terme tout au plus, du climat d'opinion. Cependant, au-delà de l'existence ou de l'absence de réactivité de l'opinion publique aux ouragans médiatiques, l'enjeu est de mieux comprendre les logiques sous-jacentes aux effets d'information dans ces contextes : à quelles conditions l'opinion publique est-elle susceptible de changer suite à un ouragan médiatique ? Quels segments de l'opinion sont concernés ? Quelles préférences sont affectées⁵ ? Il est par conséquent légitime de scruter l'existence d'un effet ainsi que sa nature.

L'étude des effets des événements marquants et des ouragans médiatiques est par nature difficile compte tenu de leur rareté. Cependant, deux dispositifs d'enquête nous permettent de mener à bien une telle étude. En premier lieu, nous nous appuyons sur les résultats des Baromètres des priorités politiques et des dynamiques électorales TNS Sofres Cevipof-LIEPP⁶. En effet, les troisième et quatrième vagues ont eu lieu du 5 au 15 décembre 2014 et du 30 janvier au 9 février 2015, ce qui permet une comparaison de l'opinion publique avant et après les attentats. En outre, la comparabilité est assurée par la stricte réplique de la même méthodologie⁷ et du même questionnaire lors des deux vagues. En second lieu, la passation du Baromètre de la confiance politique du Cevipof (enquête OpinionWay) en novembre 2014 et fin janvier 2015 auprès des mêmes répondants permet d'étudier au

2. A. E. Boydston, S. Walgrave, et A. Hardy, « Two faces of media attention: Media storms vs. general coverage », *Political Communication*, 31, 2014, pp. 509-531.

3. *Ibid.*

4. Jacques Gerstlé, « Effets d'information », *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

5. Pour une analyse dans une perspective différente, voir : <http://slowpolitix.blogspot.fr/2015/03/y-t-il-un-effet-charlie-hebdo-sur.html>

6. Les Baromètres des priorités politiques et des dynamiques électorales sont cofinancés par le Service d'information du gouvernement, le LIEPP et la Fondation Jean-Jaurès.

7. Les échantillons de 1500 personnes (inscrites sur les listes électorales), interrogés en ligne, sont construits selon la méthode des quotas : âge, genre, profession et catégorie sociale (PCS) du chef de famille, région et catégorie d'agglomération ainsi que quotas croisés pour l'âge et le genre.

niveau individuel les effets d'information et l'impact de ces événements sur la confiance des Français vis-à-vis des institutions politiques pour gérer une telle crise.

La présente note discute, dans un premier temps, l'impact sur la perception des forces et leaders politiques, puis, dans un second temps, l'impact sur les priorités politiques.

L'impact sur la perception des institutions et leaders politiques

Malgré le caractère tragique des attentats de janvier 2015, les réactions politiques et citoyennes qu'ils ont suscitées ont eu un effet bénéfique sur la perception par les Français de la démocratie française. En effet, la satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie en France a gagné 12 points entre décembre 2014 et fin janvier 2015. Fin janvier 2015, 39 % des Français estiment que la démocratie fonctionne bien (contre 27 % huit semaines plus tôt).

Ce sursaut de confiance politique est confirmé par une nette progression de la confiance vis-à-vis des acteurs politiques, en particulier le président de la République et le Premier ministre. Toutefois, il existe toujours en France une véritable césure entre ce que nous pourrions appeler une confiance du bas et une défiance du haut. En effet, les institutions politiques locales (conseil municipal, conseil départemental, conseil général) restent largement plébiscitées car elles incarnent une proximité du lien politique entre les décideurs publics locaux et les citoyens. À l'inverse, le pouvoir politique national (exécutif et législatif) pâtit d'une défiance de la part des Français qui lui attribuent la responsabilité principale des difficultés auxquelles le pays est confronté.

L'impact des attentats est assez clair. La figure 1 ci-dessous illustre la nette progression de la confiance vis-à-vis du pouvoir politique et confirme ce que la science politique appelle l'effet « rally round the flag »⁸. En situation de crise aiguë liée à des menaces intérieures ou extérieures, l'opinion publique soutient plus fortement les autorités nationales pour faire front commun face à un ennemi. Largement observé et documenté aux États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001⁹, l'effet de ralliement ou de front uni s'est clairement manifesté en France au profit de l'exécutif national – l'institution présidentielle (+11 points), le gouvernement national (+10 points) – alors que la confiance dans les autres institutions était stable (par exemple, le conseil municipal, +2 points). Évidemment, ces chiffres doivent être lus en tenant compte du seuil de confiance dont disposait chacune

8. R. Lee Jong, « Rallying around the Flag: Foreign Policy Events and Presidential Popularity », *Presidential Studies Quarterly*, 7(4), 1977, pp. 252-256.

9. George W. Bush a ainsi bénéficié d'un supplément de confiance (+33 points) dans son action comme président des États-Unis entre août 2001 (57 % d'opinions favorables) et septembre 2001 (90 % d'opinions favorables).

APRÈS L'ÉVÉNEMENT

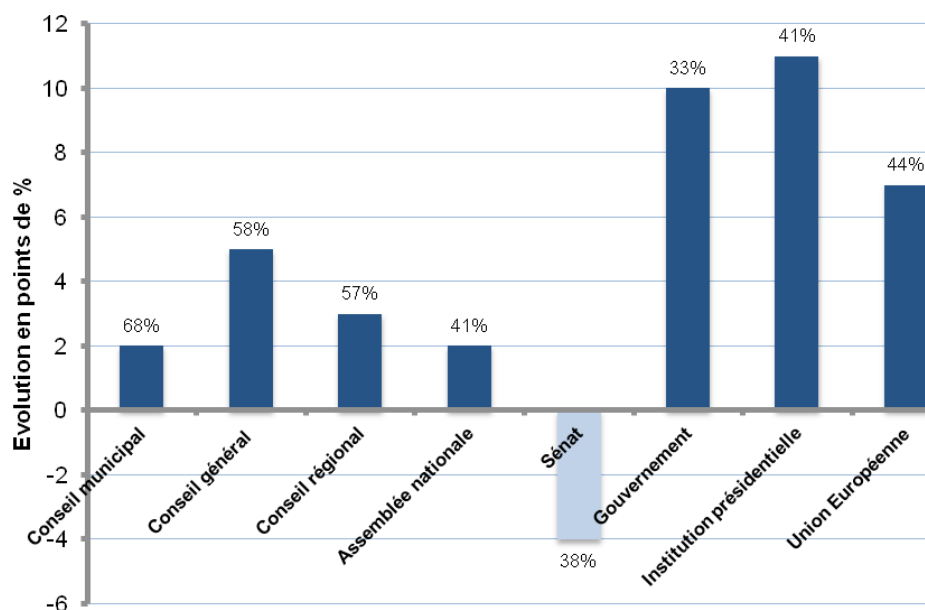
L'IMPACT DES ATTENTATS

DE JANVIER 2015 SUR L'OPINION

des autorités politiques avant les attentats. Par ailleurs, notre enquête permettait de faire la distinction entre le niveau de confiance accordée à l'institution et la personne incarnant cette institution. Par exemple, si la présidence de la République progresse de 11 points, François Hollande obtient un gain plus faible (8 points).

Ces résultats soulignent le fort sentiment d'appartenance à une communauté politique dotée d'institutions politiques résilientes. Résilientes car les attentats de janvier 2015 agissent comme une forme d'altérité soudaine et passagère sur le niveau de confiance accordée aux institutions de l'exécutif.

Figure 1. Évolution du niveau de confiance politique entre novembre 2014 et janvier 2015 (en points de pourcentage)



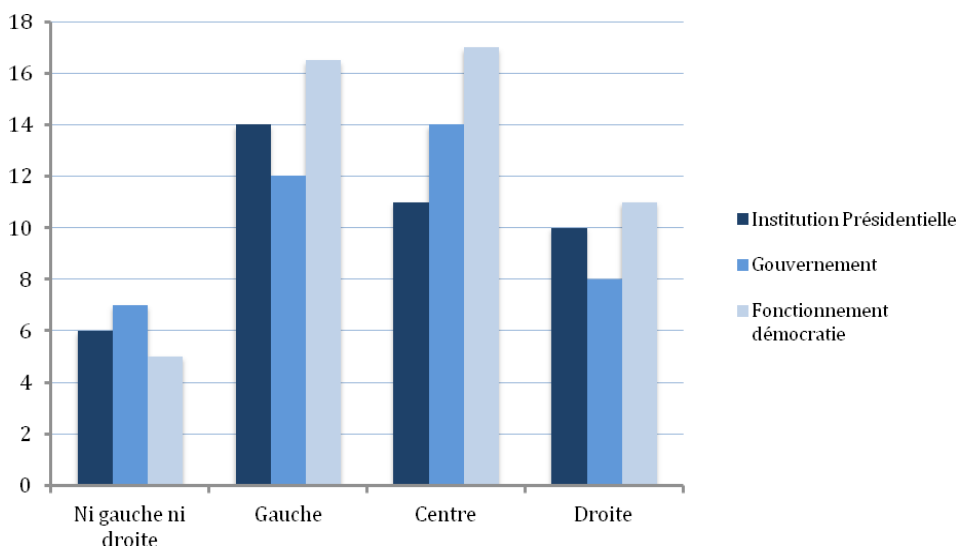
Note : 33 % des Français font confiance au gouvernement en janvier 2015 (soit une progression de 10 points de pourcentage par rapport à fin novembre 2014).

Source : Baromètre de la confiance politique OpinionWay-Cevipof, novembre 2014 et janvier 2015.

Parmi les motifs avancés par les répondants à notre enquête, le supplément de confiance attribué au président de la République et au Premier ministre est avant tout lié à leurs attitudes et capacités respectives à gérer une situation de crise. Ceci illustre parfaitement l'effet d'amorçage. Du fait de la concentration de l'attention sur les attentats, la gestion de ceux-ci s'est substituée (ou a prévalu par rapport) aux autres dimensions préexistantes comme base d'évaluation de l'exécutif. À mesure que l'événement perd de la saillance, les autres dimensions regagnent de la pertinence et sont susceptibles, sans changement manifeste, de tirer le niveau de satisfaction vers son niveau antérieur aux attentats, comme l'évolution des indicateurs de satisfaction semble l'indiquer.

Le degré de confiance des Français vis-à-vis des institutions politiques incarnant le système dyarchique de la V^e République augmente sans distinction du positionnement politique des répondants. La figure 2 souligne un ralliement semblable des partisans de gauche et du centre à l'endroit du gouvernement et de l'Élysée. Pour les partisans de droite, l'effet est positif mais d'une amplitude plus faible, en particulier vis-à-vis du gouvernement. Sans surprise, le regain de confiance accordée aux autorités politiques s'accompagne d'un meilleur jugement sur le fonctionnement de la démocratie en France. Là encore, les répondants de gauche (+16,5 points) et du centre (+17 points) devancent significativement les répondants de droite (+11 points) et ceux sans préférence politique (+5 points). La thèse selon laquelle le niveau de satisfaction des citoyens sur le fonctionnement de la démocratie est étroitement lié aux formes de culture politique¹⁰ ou d'arrangements institutionnels¹¹ ignore la réaction de l'opinion publique en cas de choc exogène de forte intensité. En présence d'un choc, à l'instar des attentats du 7 et 9 janvier 2015, l'effet de ralliement semble agir de pair et positivement sur les principes institutionnels garantissant la sécurité des citoyens et sur les représentants politiques légitimés par leur action, conforme aux attentes des citoyens d'une conception fonctionnelle d'une démocratie.

Figure 2. Évolution de la confiance suivant le positionnement politique (en points de pourcentage)



Note : Comparaison entre la vague 6 (novembre 2014) et 6bis (janvier 2015) du baromètre Cevipof de la confiance politique.

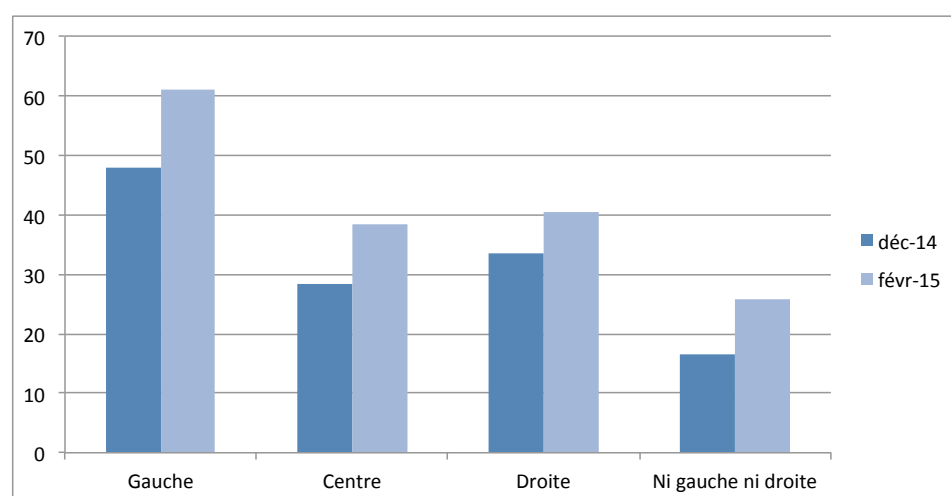
Source : Baromètre de la confiance politique OpinionWay-Cevipof, novembre 2014 et janvier 2015.

10. R.F. Inglehart, *Culture shift in advanced industrial society*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1990 ; P. Norris, « Institutional explanations of political support », in *Critical citizens: Global support for democratic government*, Oxford : Oxford University Press, 1999.

11. J.A. Karp et S. Bowler, « Coalition politics and satisfaction with democracy: Explaining New Zealand's reaction to proportional representation », *European Journal of Political Research*, 40(1), 2001, pp. 57-79.

Le baromètre des dynamiques électorales présente des résultats convergents. En effet, dans cette enquête, la satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie en France a gagné 10 points entre décembre 2014 et février 2015. Cependant, cette évolution concerne au premier chef les répondants se positionnant à gauche (figure 3). Le gain de satisfaction pour ces derniers est d'ailleurs le double de celui observé dans l'électorat de droite.

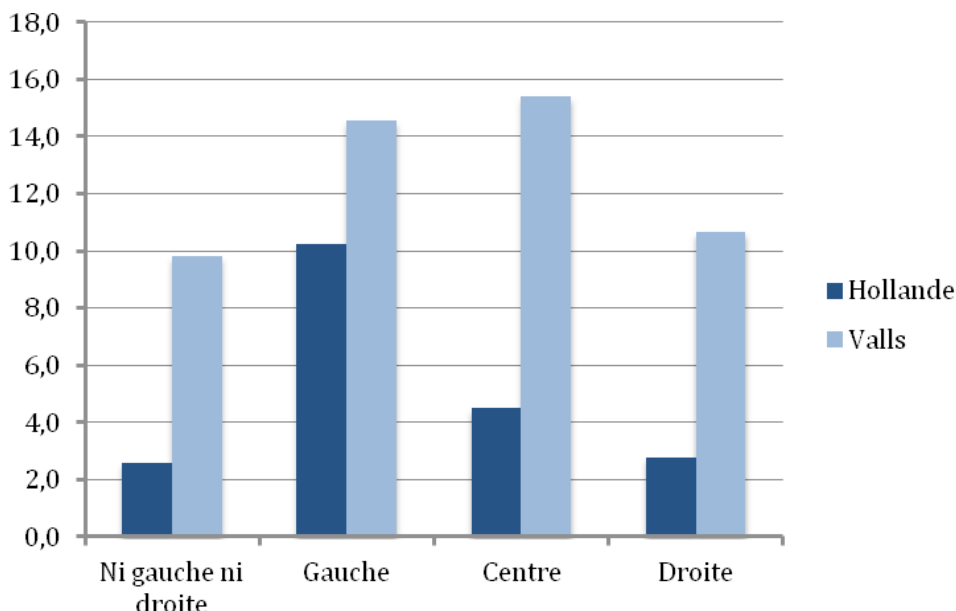
Figure 3. Satisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie suivant le positionnement politique (%)



Source : Baromètre des priorités politiques et des dynamiques électorales TNS Sofres - Cevipof & LIEPP, décembre 2014 & février 2015.

Le baromètre des dynamiques électorales permet également d'étudier en profondeur les traits personnels du couple exécutif, grand bénéficiaire en termes d'image et de confiance. La gestion par l'exécutif des attentats de janvier 2015 a entraîné une hausse sensible de la satisfaction à l'égard du président de la République (+5 points de « très et assez satisfaits » ; -11 points de « pas du tout satisfaits ») et du Premier ministre (+12 points de « très et assez satisfaits » ; -10 points de « pas du tout satisfaits »). L'évolution de la satisfaction à l'égard du président est positive quel que soit le positionnement politique à défaut d'être homogène. En effet, l'électorat de gauche se distingue clairement avec une hausse de 10 points, alors que la hausse atteint au maximum 4 points dans les autres groupes. Pour le Premier ministre, les évolutions sont plus importantes et homogènes, bien que les augmentations de la satisfaction culminent au centre puis à gauche, avec respectivement 14,5 et 15,4 points, contre respectivement 10,7 et 9,8 à droite et parmi les répondants ni à droite ni à gauche.

Figure 4. Évolution de la satisfaction vis-à-vis de l'exécutif suivant le positionnement politique (en points de pourcentage)



Source : Baromètre des priorités politiques et des dynamiques électorales TNS Sofres - Cevipof & IIEPP, décembre 2014 & février 2015.

L'ouragan médiatique accompagnant les attentats et leur gestion a aussi incontestablement affecté positivement l'évaluation des leaders par les citoyens. Tous les traits d'image de François Hollande s'améliorent (+7 points en moyenne), dont plus particulièrement la sympathie (+7 points), l'efficacité (+11 points), l'étoffe présidentielle (+10 points) et la capacité de défendre les intérêts de la France dans le monde (+7 points). Ce phénomène est accentué pour Manuel Valls avec une augmentation moyenne de 10,2 points et une amélioration forte de son image sur les items d'efficacité (+15 points), d'étoffe de Premier ministre (+14 points) et de capacité à défendre les intérêts de la France dans le monde (+12 points).

La progression de la satisfaction vis-à-vis de l'exécutif se répercute également sur le Parti socialiste : la proximité partisane et la probabilité moyenne de vote pour le PS sont en progression en février 2015 par rapport à décembre 2014. Le rebond consécutif aux attentats de janvier 2015 efface les baisses observées depuis juin 2014. L'augmentation de la probabilité moyenne de voter pour le PS est, là encore, plus marquée dans l'ensemble des électors de gauche.

L'évolution des perceptions des institutions et des leaders constitue une illustration d'un effet d'amorçage. Les attentats et l'ouragan médiatique qui les ont accompagnées changent les dimensions pertinentes d'évaluations des institutions et des leaders politiques et induisent une amélioration des perceptions de ceux-ci. Cependant, ce phénomène est loin d'être homogène et concerne, en premier lieu, l'électorat de gauche.

L'impact sur les priorités politiques

Malgré l'amélioration de l'image de l'exécutif, du Parti socialiste et du fonctionnement de la démocratie en France, les élections départementales se sont traduites par une lourde défaite de la gauche (perte nette de près de 30 départements). Scrutin local sur fond de campagne nationale, le recul de la gauche s'inscrit dans la séquence initiée en mars 2014 lors des élections municipales. Mais au-delà de la désunion des forces de gauche, les électeurs qui ont de nouveau utilisé leur bulletin de vote ou refusé de participer au scrutin pour sanctionner l'action du gouvernement l'ont fait dans un contexte peu propice à la gauche gouvernementale en termes de préoccupations. Et les attentats de janvier 2015 ont contribué à exacerber les traits peu favorables à la gauche gouvernementale.

En effet, à côté du chômage, ce sont l'insécurité, en augmentation de 13 points, et l'immigration qui sont les plus citées parmi les deux problèmes les plus importants pour la France en février 2015. Or, sur les enjeux de sécurité et d'immigration, moins de 10 % des répondants considèrent le PS comme le plus à apte à s'occuper du problème, loin derrière le Front national. En outre, il convient également de noter l'irruption du thème de l'irrespect de la laïcité ainsi que la très forte croissance des citations de l'islam et des musulmans parmi les deux problèmes les plus importants (5 %). Ouragan médiatique a été de pair avec au moins un effet de mise sur agenda, en termes de sécurité. Dans une perspective convergente, plus que jamais, les changements souhaités sont les plus élevés et les plus importants pour la politique de sécurité et d'immigration, respectivement dans une direction plus répressive et plus restrictive.

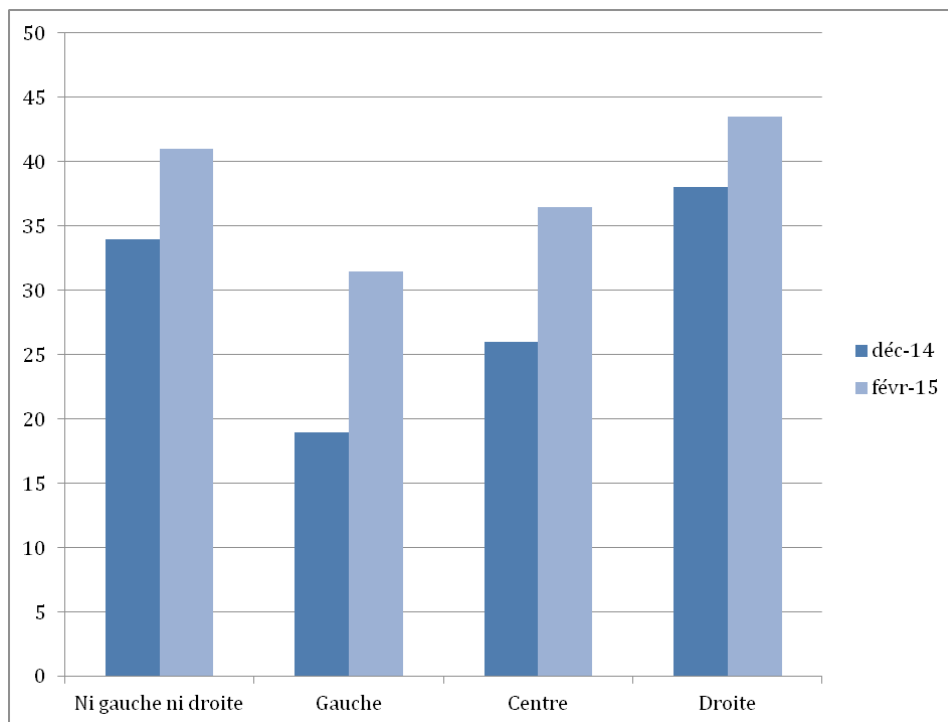
L'effet de mise sur agenda sur l'enjeu de sécurité est également perceptible lorsque l'on analyse l'importance des enjeux sécuritaires en décembre 2014 et février 2015. La figure 5 met en évidence que le niveau moyen sur l'échelle d'attitude d'importance des enjeux sécuritaires¹² construite à partir de cinq questions relatives à l'importance des enjeux sécuritaires a progressé, qui plus est de manière significative, dans l'ensemble des segments électoraux. Cependant, une nouvelle fois, l'évolution est exacerbée à gauche.

12. L'échelle d'attitude d'importance des enjeux sécuritaires a été construite à partir des cinq questions suivantes :

- Quelle importance accordez-vous à cette orientation budgétaire ? Dépenses publiques pour l'armée et la défense ; dépenses publiques pour la police et le maintien de l'ordre public ; dépenses publiques pour les contrôles aux frontières de la France avec les autres pays de l'Union européenne ;
- Quelle importance accordez-vous à cette orientation politique ? La sévérité des peines pour les délinquants ; les sanctions pour la consommation ou la détention de cannabis.

L'alpha de Cronbach pour les cinq questions incluses dans l'échelle est supérieur ou égal à .7.

Figure 5. Niveau moyen sur l'échelle d'importance des enjeux sécuritaires suivant le positionnement politique



Note : si tous les répondants d'un groupe étaient situés au niveau maximal de l'échelle, le score moyen serait de 100 et vice versa.

Source : Baromètre des priorités politiques et des dynamiques électorales TNS Sofres - Cevipof & LIEPP, décembre 2014 & février 2015.

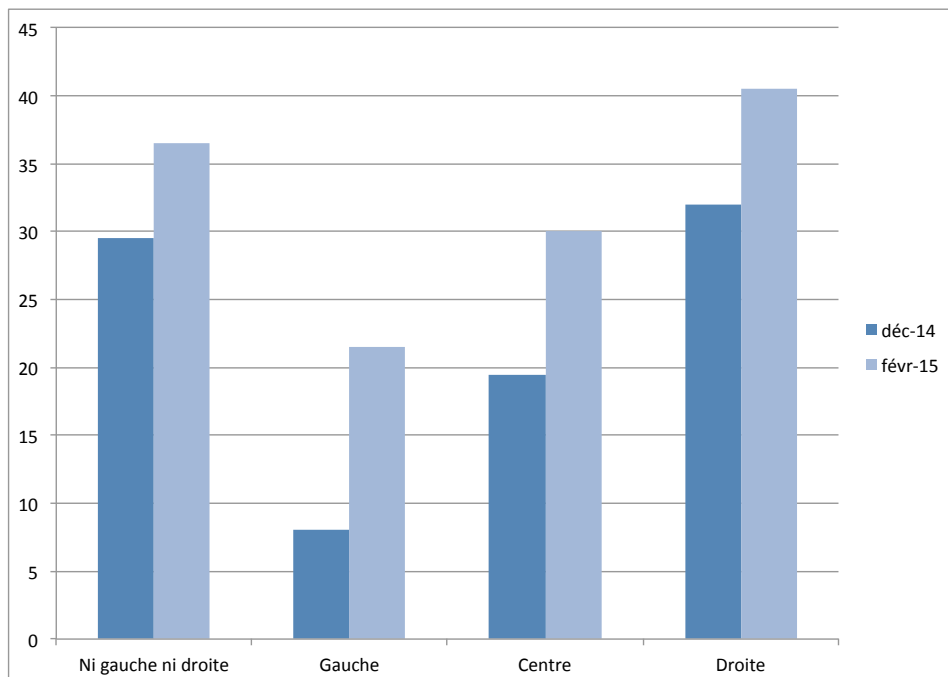
Au-delà de l'importance, les attentats de janvier 2015 ont aussi généré une évolution significative en faveur d'attitudes¹³ plus sécuritaires quelle que soit la position politique (figure 6). Cependant, c'est également au sein de l'électorat de gauche que l'évolution en faveur d'une politique plus répressive apparaît comme la plus forte. L'augmentation des attitudes sécuritaires selon les groupes a été inversement proportionnelle à leur niveau initial : moins le niveau initial moyen dans les groupes politiques était élevé, plus l'augmentation du niveau moyen dans ceux-ci a été forte.

13. L'échelle d'attitude sécuritaire a été construite à partir des cinq questions suivantes :

- Selon vous faudrait-il **plus, autant ou moins** : de dépenses publiques pour l'armée et la défense ? de dépenses publiques pour la police et le maintien de l'ordre public ? de dépenses publiques pour les contrôles aux frontières de la France avec les autres pays de l'Union européenne ?
- Selon vous faudrait-il **augmenter, maintenir au même niveau ou diminuer** : la sévérité des peines pour les délinquants ? les sanctions pour la consommation ou la détention de cannabis ?

L'alpha de Cronbach pour les cinq questions incluses dans l'échelle est supérieur ou égal à .7.

Figure 6. Niveau moyen sur l'échelle d'attitude sécuritaire suivant le positionnement politique



Note : si tous les répondants d'un groupe étaient situés au niveau maximal de l'échelle, le score moyen serait de 100 et vice versa.

Source : Baromètre des priorités politiques et des dynamiques électorales TNS Sofres - Cevipof & IIEPP, décembre 2014 & février 2015.

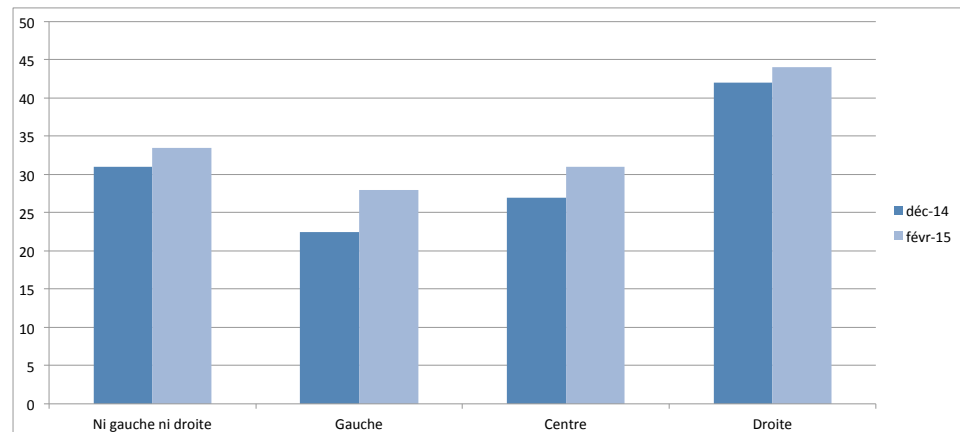
L'impact relatif aux enjeux migratoires présente une configuration quelque peu différente. En effet, l'effet de mise sur agenda est certes perceptible mais seulement dans un groupe. Sur l'échelle d'importance des questions migratoires¹⁴, la saillance des enjeux migratoires n'a progressé significativement qu'à gauche, du fait entre autres d'un niveau initial comparativement faible.

14. L'échelle d'attitude d'importance des enjeux migratoires a été construite à partir des cinq questions suivantes :

- Quelle importance accordez-vous à cette orientation budgétaire ? Dépenses publiques pour les aides sociales versées aux étrangers en situation régulière en France ; dépenses publiques pour la prise en charge des frais médicaux des étrangers malades et sans sécurité sociale ;
- Quelle importance accordez-vous à cette orientation politique ? Les possibilités pour les étrangers en situation régulière de participer aux élections françaises ; le nombre d'étrangers autorisés à résider en France ; le nombre d'expulsion d'immigrés clandestins.

L'alpha de Cronbach pour les cinq questions incluses dans l'échelle est supérieur ou égal à .7.

Figure 7. Niveau moyen sur l'échelle d'importance des enjeux migratoires suivant le positionnement politique



Note : si tous les répondants d'un groupe étaient situés au niveau maximal de l'échelle, le score moyen serait de 100 et vice versa.

Source : Baromètre des priorités politiques et des dynamiques électorales TNS Sofres - Cevipof & IIEPP, décembre 2014 & février 2015

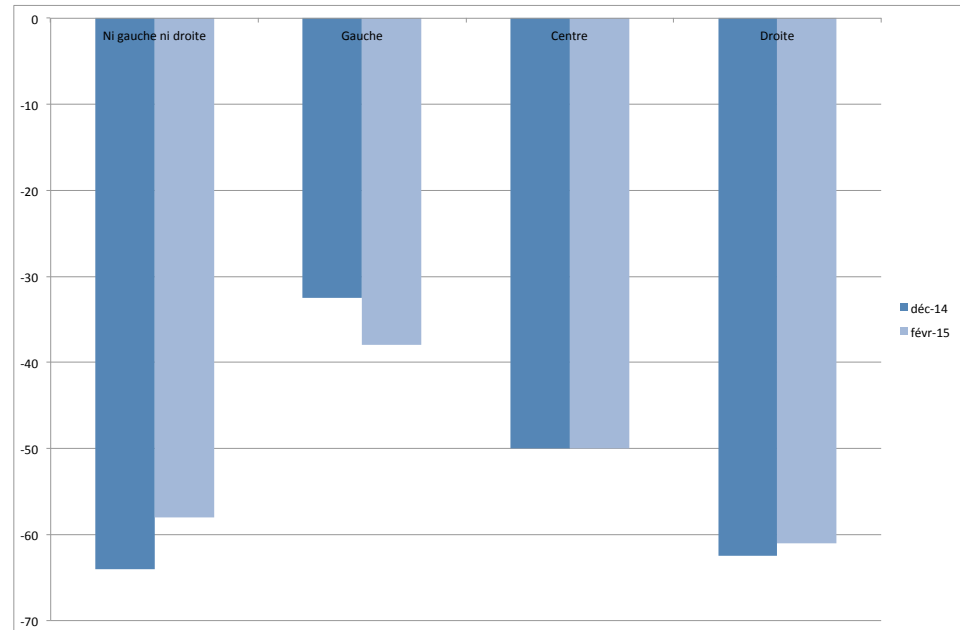
Et c'est encore au sein de l'électorat de gauche, seulement, que l'évolution des attitudes sur l'immigration est, entre décembre 2014 et février 2015, statistiquement significative et, qui plus est, dans une direction clairement plus restrictive. En effet, la comparaison des moyennes sur l'échelle d'attitude migratoire¹⁵ souligne l'absence d'évolution significative parmi les électeurs de droite et du centre ainsi que ceux situés ni à droite ni à gauche (figure 8). Alors que les attitudes étaient globalement très défavorables à l'immigration en décembre 2014, les attentats de janvier 2015 n'ont influencé négativement que la partie de l'électorat la plus favorable ou, plus précisément, la moins défavorable à l'immigration, contribuant à renforcer une demande de fermeture de la France vis-à-vis de l'extérieur.

15. L'échelle d'attitude migratoire a été construite à partir des cinq questions suivantes :

- Selon vous faudrait-il plus, autant ou moins : de dépenses publiques pour les aides sociales versées aux étrangers en situation régulière en France; de dépenses publiques pour la prise en charge des frais médicaux des étrangers malades et sans sécurité sociale;
- Selon vous faudrait-il augmenter, maintenir au même niveau ou diminuer les possibilités pour les étrangers en situation régulière de participer aux élections françaises? le nombre d'étrangers autorisés à résider en France? le nombre d'expulsion d'immigrés clandestins?

L'alpha de Cronbach pour les cinq questions incluses dans l'échelle est supérieur ou égal à .7.

Figure 8. Niveau moyen sur l'échelle d'attitude migratoire suivant le positionnement politique



Note : si tous les répondants d'un groupe étaient situés au niveau minimal de l'échelle, le score moyen serait de -100 et vice versa.

Source : Baromètre des priorités politiques et des dynamiques électorales TNS Sofres - Cevipof & LIEPP, décembre 2014 & février 2015.

L'impact inégal sur les deux échelles d'attitudes sécuritaires et migratoires des événements de janvier 2015 va de pair avec des niveaux moyens initiaux sensiblement différents. L'effet de l'ouragan médiatique des attentats de janvier 2015 n'a pas été homogène mais a été modulé par la situation pré-existante. L'impact a été plus fort lorsque les niveaux initiaux étaient plus modérés quels que soient les groupes concernés ou les attitudes concernées. Pour ces raisons, l'électorat de gauche a été plus affecté en termes d'attitudes sécuritaires et migratoires que les autres électors. Une telle évolution atteste, au-delà de l'effet de mise sur agenda précédemment mis en évidence, d'un effet de cadrage. Le cadrage presque unanime, pour ne pas dire incontesté, des événements comme un problème de sécurité provoqué par des descendants de l'immigration d'origine musulmane a eu un effet plus fort sur le segment de la population – l'électorat de gauche – dans lequel ces enjeux étaient considérés comme moins importants et où les attitudes étaient les plus tolérantes.

L'ouragan médiatique initié par les attentats de janvier 2015 a sans conteste eu un impact significatif sur l'opinion publique en termes de perception et d'évaluation des institutions

APRÈS L'ÉVÉNEMENT

L'IMPACT DES ATTENTATS

DE JANVIER 2015 SUR L'OPINION

et leaders politiques ainsi qu'en termes de priorités politiques. Les trois types d'effet d'information – amorçage, mise sur agenda et cadrage – sont perceptibles. Cependant, ces effets n'ont pas affecté de manière homogène l'ensemble des citoyens français. C'est d'abord « le peuple de gauche » qui a été impacté et, qui plus est, de manière paradoxale. En effet, celui-ci a repris confiance dans la démocratie française et ses leaders. Mais les électeurs de gauche ont, dans le même temps, évolué sur les enjeux sécuritaires et migratoires vers la droite, à la fois en termes d'importance de ces enjeux et d'attitudes sur ceux-ci. De ce point de vue, pour les partis de gauche, l'embellie de court terme présente un défi et/ou un danger à plus long terme...